

Libertés

Monique Canto-Sperber

La République sans professeurs



LES ENSEIGNANTS MANQUENT à l'appel. Au printemps 2022, les dix-huit régions académiques de France étaient à la recherche de plusieurs milliers d'enseignants pour compléter le corps des professeurs des écoles en vue de la rentrée de septembre. Deux tiers des collèges et lycées étaient également à court d'un professeur au moins, selon les chiffres du syndicat SNPDEN-UNSA, le ministère ne rendant pas public le nombre d'enseignants qui font défaut.

La situation d'ensemble est aggravée par le fait que des professeurs remplaçants, en particulier contractuels, souvent requis pour de longues périodes (maladie grave, maternité), ne sont donc pas disponibles pour des besoins ponctuels. Face à l'urgence, au mois de juin dernier, les rectorats les plus concernés, ceux de Versailles et de Créteil, ont trouvé des renforts en recourant au job dating. Des centaines de futurs enseignants contractuels furent ainsi recrutés après un entretien et formés en quelques semaines.

Le ministère de l'Éducation nationale a longtemps eu la réputation d'être le meilleur gestionnaire de ses ressources humaines, du moins parmi les pourvoyeurs d'emplois publics. Jouissant du quasi-monopole du recrutement des enseignants dans les établissements publics, régnant au sommet d'un système centralisé où il avait une vue d'ensemble des besoins présents et à venir, il programmait ses embauches en affectant un nombre défini de places à ses différents concours de recrutement pour les professeurs des écoles, le Capes et l'agrégation.

On mettait aussi à son crédit d'être un vigilant garant de la qualité de la formation des enseignants. Les épreuves des concours étant nationales, il était en mesure de transmettre des grilles d'évaluation communes à toutes les académies et une culture partagée du sérieux des connaissances dont doit être doté l'enseignant. De là venait la conviction que tout enfant français, qu'il étudie dans

un lycée du centre de Lyon ou de la banlieue de Lille, du VII^e arrondissement de Paris ou à Tulle, pouvait avoir des professeurs formés avec un même niveau d'exigences. Cela valait surtout pour le Capes et l'agrégation, qui ne concernaient qu'une partie des enseignants, mais qui entretenaient le modèle d'un haut niveau de connaissances dans sa discipline pour chaque enseignant.

Pénuries. Faute d'anticipation de ce qu'allait devenir le métier d'enseignant, faute de capacité de réaction, faute de marges de manœuvre définies localement pour chaque établissement, le système scolaire français au fil des ans s'est montré incapable d'enrayer la dégradation progressive du sentiment d'utilité sociale des enseignants, de leur formation et de leur autorité.

Cette évolution fatale explique le peu d'attrait qu'exerce aujourd'hui la profession d'enseignants, la pénurie de candidats aux concours de recrutement et l'impossibilité où est le jury de pourvoir tous les postes vu

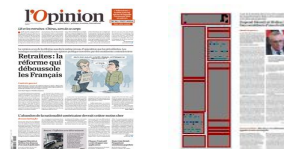
le faible niveau des postulants, pourtant dotés d'un master universitaire et ayant étudié deux ans dans un Institut de formation adapté (INSPÉ).

Ce n'est pas tout. La dégradation se constate aussi dans la baisse des exigences en matière d'apprentissage et de performances des élèves et dans l'échec avéré à faire réussir tous les élèves quel que soit leur milieu socio-économique d'origine.

Le constat est sans appel : les résultats des collégiens et lycées français sont en baisse et l'école française est l'une des plus inégalitaires des pays de l'OCDE

Comment expliquer que dans une société de connaissance où les savoirs, la formation intellectuelle et la solidité des acquis sont les meilleurs atouts à donner aux élèves pour réussir leur vie professionnelle, qui sera sans doute faite de réorientations et





réapprentissage, les enseignants chargés de transmettre de tels atouts soient aussi mal payés (leur salaire est dans la moyenne basse de ce qui se pratique dans l'UE), qu'ils semblent être aussi de tous leurs collègues des pays de l'OCDE ceux qui se sentent le plus mal considérés socialement et qu'ils soient surtout amenés à exercer leur métier sans réelle formation continue, sans rencontrer des collègues d'autres établissements pour échanger de bonnes pratiques, sans marges d'action sur la conduite de leur établissement ?

Fondamentaux. Comment expliquer que notre Etat, qui forme remarquablement ses médecins, ses musiciens, ses pilotes de ligne, ait pu négliger à ce point la formation de ses enseignants ? Dans les rapports de jury 2022 pour le concours de professeurs des écoles, les inspecteurs soulignaient la présence chez la majorité des candidats de lacunes préoccupantes : difficultés à distinguer l'imparfait du conditionnel ou encore le pronom de l'adjectif, des connaissances vacillantes en mathématiques et une « absence avérée de fondamentaux ».

Est-il acceptable de placer devant les élèves, et même devant leurs parents, un jeune enseignant avec pareilles lacunes de formation, alors que l'enseignant doit faire valoir son autorité, d'abord fondée sur sa compétence ? L'obtention d'un master doit être accompagnée d'une formation adaptée et exigeante destinée à armer les professeurs, à leur donner les moyens d'asseoir leur autorité et de transmettre des savoirs.

Pour enrayer la dégradation culturelle et sociale de la profession d'enseignants, il est nécessaire de lui conférer une nouvelle valeur, avec de meilleurs salaires, une formation solide et une capacité d'initiative dans l'établissement. Un bon système scolaire ne consiste pas seulement à mettre « un professeur dans chaque classe », mais aussi à permettre aux enseignants de s'associer et de proposer pour leur établissement un projet éducatif ambitieux.

En 1926, Albert Thibaudet publiait *La République des professeurs* et analysait le rôle important des professions intellectuelles dans la vie politique de son temps. Un siècle plus tard en serions-nous réduits à parler de la République sans profes-

seurs ? C'est-à-dire sans transmission, sans norme de vérité, sans débat public, sans possibilité de donner aux plus démunis les moyens de rejouer les cartes du destin. La qualité de l'éducation, c'est le creuset de la citoyenneté, la ressource qui permet à chacun de faire ses choix et d'être responsable de lui-même. C'est aussi l'antidote du populisme car le meilleur garant de l'esprit critique.

Monique Canto-Sperber, philosophe, est directrice de recherche au CNRS et présidente exécutive de la Fondation Events. Elle est l'auteur de nombreux ouvrages et notamment de *Une école qui peut mieux faire* (Albin Michel, 2022).

La dégradation se constate dans la baisse des exigences en matière d'apprentissage et de performances des élèves et dans l'échec avéré à faire réussir tous les élèves quel que soit leur milieu socio-économique d'origine

Pour enrayer la dégradation culturelle et sociale de la profession d'enseignants, il est nécessaire de lui conférer une nouvelle valeur, avec de meilleurs salaires, une formation solide et une capacité d'initiative dans l'établissement

